CRISE ÉCONOMIQUE

«Les élites économiques assument la responsabilité de la non-émergence de l'Algérie»

Selon le consultant Abdelhak Lamiri, les économistes ont induit le gouvernement en erreur au début des années 2000 en prescrivant le rattrapage infrastructurel alors qu'il fallait recommander l'investissement dans la ressource humaine. En somme, la charrue avant les bœufs…

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - C'est le président de INSIM Group, Abdelhak Lamiri, qui a animé hier le forum du quotidien *El Moudjahid*. Le consultant en management, qui préside le collège d'experts mis en place par le Premier ministère afin de diagnostiquer la crise économique qui frappe le pays depuis l'amorce de la dégringolade des prix du pétrole en juin 2014 et recommander des solutions, a ainsi déclaré que les experts ayant dicté la vulgate de l'économie algérienne au début de la décennie 2000 ont induit le gouvernement en erreur. «Les recettes pour l'émergence de l'économie algérienne sont connues. Nous devons procéder comme les pays qui ont émergé. Il faudrait d'abord investir dans les cerveaux humains et moderniser l'administration. Or, nous avons investi beaucoup d'argent dans les infrastructures. C'est-à-dire, injecté de l'argent dans une économie qui ne sait pas l'utiliser. Et, résultat des courses : c'est un argent qui a été gaspillé dans des surcoûts et des malfaçons», a-t-il expliqué. Et de souligner : «Il y avait un consensus parmi ceux qui conseillaient le gouvernement. Et cette élite assume une part de responsabilité dans la non-émergence de l'Algérie».

Abdelhak Lamiri a indiqué que «l'Algérie a besoin d'une institution des cerveaux qui élaborera les stratégies et les politiques et planifiera leurs mises en œuvre». Et, a-t-il ajouté, il faudrait débureaucratiser l'administration comme l'ont revendiqué le patronat et le syndicat lors de la dernière tripartite, et réorganiser l'Etat. «La formation de la ressource humaine favorise l'émergence d'entreprises compétitives. Mais pour cela, il faut décentraliser l'administration et laisser aux autorités locales la latitude de choisir les créneaux qu'elles peuvent développer. L'investissement, la création des entreprises et de l'emploi doivent être des critères d'évaluation des commis de l'Etat au niveau local. Et, l'Etat ne doit se réserver que la gestion des projets structurants», a-t-il suggéré.

Photos : DR

Abdelhak Lamiri.

Le président de INSIM Group est revenu par ailleurs sur les mesures qui ont permis à l'Algérie d'amortir le choc externe de ces trois dernières années et qui était, selon lui, d'une forte brutalité. Il a énuméré la rationalisation des dépenses publiques, notamment la réduction du budget d'équipement qui dépassait les capacités d'absorption de l'économie, la rationalisation des importations désormais orientées vers les besoins de l'outil de production ainsi que l'inflation qui a grevé entre 4 et 5% du pouvoir d'achat des Algériens.

«Le gouvernement a préféré une démarche graduelle qui ne pèserait pas lourdement sur le front social», a-t-il conclu.

L. H.

AUTORISATION DE CRÉATION DE RADIOS PRIVÉES

«Ça sera probablement dans deux ans»

L'autorisation de création de radios privées «interviendrait probablement» dans deux ans. C'est ce qu'a déclaré le ministre de la Communication, M. Hamid Grine, en marge d'une conférence animée par un journaliste italien à la Faculté de l'information à Ben Aknoun.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le ministre a évité de s'étaler davantage sur la question, préférant parler des chaînes de télévision et leur relation avec le paysage médiatique dans la perspective des législatives de mai prochain. A ce propos, il dira que «les élections législatives du 4 mai prochain seront une «sorte de test» pour les médias algériens en matière de respect des règles d'éthique et de déontologie dans l'exercice du droit de la liberté d'expression. Et d'ajouter : «Ces élections seront une sorte de test de la liberté d'expression et de professionnalisme. On va voir si cette liberté d'expression inclut l'éthique et la déontologie», a-t-il déclaré lors d'un point de presse animé en marge d'un séminaire de formation sur le journalisme et les réseaux sociaux. Pour Hamid Grine, «l'Algérie a une presse professionnelle et exigeante, qui veut toujours aller au fond des choses», ajoutant que la «liberté d'expression est consacrée dans la Constitution et sur le terrain». Interrogé sur le message à adresser aux chaînes TV non accréditées en prévision des prochaines législatives, le ministre a précisé que «si on les rencontre, et on le fera, on leur délivrera le même message: rigueur et exactitude dans le traitement de l'information et en tant que membre du gouvernement nous sommes contre l'abstention». Et à propos de l'accréditation des chaînes de télévision privées pour les législatives prochaines, il fera savoir que «le gouvernement ne pouvait pas aller au-delà de 11 chaînes (sur les 55 environ existantes), précisant qu'il ne restera que les professionnelles et répondant aux cahiers des charges». Cela étant, la conférence de presse animée par le journaliste italien Ugo Tramballi a porté sur l'éthique et la déontologie dans l'exercice du métier de journaliste.

Le conférencier dira que «la crédibilité de l'information réside dans sa vérification et son recoupement». Il dira, par ailleurs, que le journaliste doit être un «trait d'union» entre les événements et les citoyens, insistant sur la nécessité de «vérifier et de recouper l'information avant de la donner».

A. B.

Fondation Slimane Amirat

La Fondation Slimane Amirat organise le jeudi 16 mars, à partir de 14 heures, au Palais de la culture (Alger), un hommage au martyr Mostefa Ben Boulaïd. Le public est cordialement invité.

MARCHÉ DE LA POMME DE TERRE À AÏN DEFLA

L'absence d'un vrai dispositif de régulation laisse grande ouverte la porte à la spéculation

Le scénario se répète chaque année. Il est des périodes où les prix du tubercule sont au plus bas. Ces périodes sont généralement suivies d'une montée en flèche de la mercuriale.

On se rappelle à titre d'exemple qu'il y a 2 ans, le kilogramme se vendait à 8 DA et les gros acheteurs n'en voulaient pratiquement pas. Ces jours-ci sur les marchés de détail de la wilaya, la pomme de terre du sud a atteint et même dépassé le cap des 100 DA suivie en cela par la Spunta dont le prix a varié entre 65 et 75 DA selon le calibrage et la qualité, pomme de terre de saison ou sortie des chambres froides.

Il y a quelques années, un dispositif a bien été mis en place appelé le Syrpalac (Système de régulation des produits agricoles à large consommation), système qui faisait que les structures étatiques achetaient d'énormes quantités à des prix garantis, moyennant un train de subventions au stockage sous froid et que les quantités stockées était injectées graduellement dans les circuits commerciaux pour protéger le producteur, d'une part, et pour maintenir les prix dans une fourchette raisonnable. Au fil des années, ce système s'est quelque peu rouillé, brouillé par les magnats du tubercule, qui voyaient là un moyen de contrecarrer leur frénésie de la spéculation et leur appétit vorace de gains incontrôlés, peu ou pas déclarés, et il y a eu de moins en moins d'adhésions à ce Syrpalac, lui préférant nettement un système de régulation des prix à eux, en mettant sur le marché juste suffisamment de quantités pour maintenir les prix au niveau qui les arrange. Où en est-on actuellement ? Pour en savoir plus, nous avons pris attache avec le directeur des services agricoles de la wilaya. Selon lui, le Syrpalac détient 10 605 tonnes et compte actuellement 18 opérateurs. Quantités auxquelles il faut ajouter les quelque 3 300 tonnes du stock de sécurité. On précise que le déstockage de ces quantités ne s'opère que sur autorisation de la tutelle, au moment opportun.

En dehors de ces deux dispositifs, toujours selon notre source, et selon les déclarations verbales de 80 producteurs qui stockent leurs productions chacun selon ses moyens, à l'abri des regards, il est estimé que l'ensemble des quantités stockées ainsi par ces 80 agriculteurs serait de 21 000 tonnes. Le premier responsable du secteur affirme que ces quantités ne sont pas attestées et que ce stock n'est pas stable, mais mouvant en fonction des ventes sporadiques.

On indique aussi, et c'est de bonne guerre, que par expérience, ceux qui détiennent ces énormes quantités montent une opération de rétention sur le marché pour pousser le Syrpalac à déstocker et épuiser ses stocks, une fois alors les chambres froides vidées, c'est la porte ouverte à la spéculation sauvage.

On indique aussi que 6 brigades multisectorielles ont été mises sur pied avec pour mission de dresser un état objectif des quantités stockées hors dispositifs, d'établir des rapports de situation et d'en informer les ministères respectifs.

En attendant que la situation soit assainie, on attend avec impatience le marché de gros de Bourached qui, tout le monde l'espère, jouera forcément le rôle de régulateur pour approvisionner les populations des 5 wilayas environnantes. Selon la Direction du commerce, ce marché, que construit la méga-entreprise Magros, ne sera opérationnel qu'au printemps 2018.

Karim O.